

MONDIALISATION ET PUISSANCE

*Quelques réflexions historiographiques
en lien avec les nouveaux programmes
de Première et Terminale.*

Les nouveaux programmes de Premières et Terminales générales abordent les deux notions d'économie-monde et de puissance, à première vue dissemblables mais non dépourvues de rapport entre elles, ce que soulignent divers travaux historiographiques récents. Comme on sait, la notion d'économie-monde a été forgée par Fernand Braudel pour désigner un ensemble géographique intégré et composé de périphéries articulées autour d'un pôle dominant sur le plan économique, voire politique, diplomatique et culturel¹. Appliqué dans un premier temps aux cités-Etats de Venise et Gênes ou aux Provinces-Unies, le concept est ensuite repris par Immanuel Wallerstein² pour être étendu à la domination des puissances coloniales européennes au cours de l'époque

Paul Steib est professeur d'histoire-géographie au lycée Henri Meck de Molsheim. Il a assuré la formation sur la question de contemporaine « L'Empire britannique » pour les candidats à l'agrégation interne d'histoire-géographie (2012-2013).

Cette contribution porte sur l'économie-monde britannique et propose des réflexions sur les rapports entre puissance et mondialisation, articulant les nouveaux programmes de Premières et Terminales de lycée avec des apports plus historiographiques.

moderne et à celle de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis au cours des XIXe et XXe siècles. Coloniales puis industrielles, ces puissances sont basées sur des territoires plus vastes à partir desquels elles ont su tisser des réseaux de flux économiques et financiers entre des périphéries plus ou moins intégrées à leur domination pour exporter un modèle de civilisation à une échelle mondiale.

Un premier lien apparaît donc d'emblée avec la notion de puissance : dans le contexte des économies-monde successives, celle-ci recouvre la capacité à créer des liens économiques et en vient donc à désigner l'ensemble des facteurs à l'origine de cette capacité : extension territoriale, construction étatique, avance technologique, croissance économique, primauté financière et commerciale, édification d'un modèle identitaire aux dimensions politiques, économiques, culturelles, dont le modèle américain – étudié dans les anciens programmes de

Terminale – constitue l'exemple qui vient immédiatement à l'esprit. Economie-monde et puissance vont donc de pair, dans la mesure où la première suppose la seconde, qui équivaut à son pôle dominant et aux moyens dont dispose celui-ci pour diffuser sa domination.

Le programme d'Histoire de Première emploie la notion d'économie monde au fil du premier thème, pour souligner l'inscription des processus d'industrialisation depuis le milieu du XIX^e siècle. dans la mondialisation définie, pour la période qui nous concerne, comme processus cumulatif d'intensification des relations entre Etats au sein d'aires de civilisation et/ou d'Empires et de mises en interaction de territoires éloignés³. C'est dans cette perspective qu'il convient de retracer la succession des trois économies-monde contemporaines, la britannique, l'états-unienne et l'économie-monde multipolaire actuelle. Pris dans son ensemble, le programme incite à relier cette question avec le chapitre sur la colonisation, dans la mesure où la constitution du second Empire colonial britannique est un des facteurs de l'économie-monde édiflée par la Grande-Bretagne.

De même, le programme d'Histoire des Terminales ES et L peut être l'occasion de rappeler le lien entre la puissance américaine et l'essor d'une économie-monde autour des Etats-Unis, phénomène dominant le second XX^e siècle jusqu'à l'essor de la puissance chinoise à propos de laquelle il est loisible de souligner son rôle de pôle dominant en émergence dans l'économie-monde multipolaire actuelle. Au sein de la question intitulée « Les chemins de la puissance », le professeur est amené à insister sur l'importance de l'expansion commerciale des Etats-Unis – et du modèle libre-échangiste correspondant – et sur celle des interconnexions économiques et financières entre les Etats-Unis et des territoires plus ou moins intégrés et éloignés du pôle dominant, au service de leur puissance globale acquise à l'issue de la Seconde Guerre mondiale⁴. L'économie-monde américaine se présente comme un instrument au service de cette puissance en même temps qu'une manifestation et un facteur d'évolution de celle-ci⁵. Elle contribue, en effet, au développement d'autres facettes constitutives de la globalité de la puissance américaine, militaire, diplomatique, économique et financière, mais aussi culturelle (au point de faire émerger chez les commentateurs

la notion de *soft power*), qui soutiennent la croissance en retour⁶.

Ces quelques réflexions sur les liens entre économie-monde et puissance soulignent quelques-unes des interactions qui animent ces phénomènes dans les cas britannique et états-unien, approche au demeurant utile pour tisser des liens entre les questions des nouveaux programmes du cycle terminal (on s'est ici limité aux premières générales et terminales ES/L) et ainsi leur donner du sens auprès des élèves. Dans cette perspective, notre propos a pour objectif de rendre compte de quelques acquis historiographiques qui éclairent ces interactions et ces liens en nous limitant, faute de place, au cas britannique. Il s'avère, de surcroît, que la question sur « le monde britannique 1815-1931 » mise aux concours du Capes et de l'agrégation ces dernières années a permis de clarifier la situation bibliographique, de mettre en exergue les fondements et l'évolution d'une puissance et de souligner l'importance des relations et interrelations définissant une mondialisation (même si le champ de recherches portant sur le monde britannique en tant que tel est bien plus vaste).

L'expansion britannique au XIX^e siècle comporte, comme on sait, de

multiples facettes : conquête et exploitation d'un empire colonial « formel », mais aussi domination indirecte sur un empire « informel », selon l'expression des historiens Robinson et Gallagher, c'est-à-dire composé de territoires formellement indépendants mais passés dans l'orbite économique de la Grande-Bretagne, en Amérique latine et en Asie du sud-est ; prédominance économique, commerciale et financière, le tout articulé avec la construction d'un modèle identitaire assimilé à la *Britishness* définie du point de vue culturel comme sentiment impérial britannique élaboré dans un contexte de migrations de populations blanches reliant la métropole à ses colonies et de confrontations avec des identités périphériques propres aux territoires et aux populations soumises⁷. Le « monde britannique » qui découle de cette expansion tend à reposer sur une économie-monde elle-même part d'un système-monde qui ne se réduit pas aux relations entre populations blanches d'origine anglaise, galloise, écossaise ou irlandaise, mais intègre les rapports, les échanges et les confrontations d'ordre économique, financier ou culturel entre le Royaume-Uni, pôle dominant de cet ensemble, et les peuples des territoires qui lui sont soumis de manière directe ou

indirecte, voire avec les Etats-Unis, pays de tradition anglo-saxonne et nation constituée jusqu'à la fin du XIX^e siècle d'immigrants d'origine britannique⁸.

Ainsi se dessine une mondialisation britannique qui déborde le seul cadre de l'économie-monde formée au long du XIX^e siècle, dans la mesure où elle comprend d'autres formes de mondialisation qui coexistent dans un processus cumulatif et assez lent. Ainsi, comme l'a montré Christopher Bayly, le système-monde britannique comprend une forme archaïque de mondialisation, antérieure aux Etats-nations, à l'industrialisation et à la seconde vague de colonisation, reposant entre autres sur les diasporas qui établissent des liens religieux et commerciaux entre des territoires éloignés⁹. De même, la mondialisation économique coexisterait avec des formes politiques et culturelles qui, selon l'historien de l'Afrique et de l'impérialisme britannique Anthony Hopkins, seraient partie prenante d'une « mondialisation moderne » conduite par l'Etat chargé, à partir de la seconde moitié du XIX^e siècle, d'assumer un modèle national politique, économique et culturel qu'il exporterait au nom de la « civilisation »¹⁰. La constitution d'une économie-monde britannique s'intègre ainsi dans un

contexte plus large où coexistent voire se combinent diverses formes de mondialisation dans une évolution discontinue aux multiples acteurs et concomitante avec le processus d'industrialisation¹¹.

La question du décollage industriel de la Grande-Bretagne a fait l'objet d'évolutions historiographiques centrées autour de la question de l'avancée britannique et des fondements de la puissance mondiale du Royaume-Uni. Aujourd'hui remise en cause, la notion de révolution industrielle permettait, à partir des années soixante et dans la foulée des travaux de Walter Rostow¹², à la fois d'expliquer la primauté économique britannique au cours du premier XIX^e siècle via l'avance prise sur les autres pays occidentaux en matière industrielle¹³, et de répondre à la question de savoir pourquoi le Royaume-Uni avait contredit les prophéties malthusiennes et la perspective de l'état stationnaire brossée par Ricardo¹⁴. Le débat principal ouvert ces dernières années concerne précisément « l'exceptionnalité britannique », c'est-à-dire son avance sur les autres pays en matière de développement économique. Des historiens ont ainsi montré que l'accélération de la croissance ne se

produit pas avant le deuxième quart du XIX^e siècle, contrairement à l'opinion communément admise¹⁵. De même, l'apport technologique a été relativisé par les historiens de la *New Economic History* qui ont en particulier montré que les innovations n'ont pas tellement affecté la production de richesses de la Grande-Bretagne et qui ont mis en doute l'effet d'entraînement du secteur ferroviaire¹⁶. Les spécialistes d'histoire sociale ont, quant à eux, souligné le laps de temps nécessaire à l'adoption des innovations par les travailleurs et la société dans son ensemble, insistant sur les résistances, parfois violentes, opposées à leur introduction et sur les conséquences sociales de celle-ci pour certaines catégories de travailleurs ainsi privés de leur statut ou confrontés à la dégradation de leurs revenus¹⁷. Ainsi, contrairement à la conviction commune au XIX^e siècle, c'est l'adoption par la société britannique des inventions datant du XVIII^e siècle, autrement dit leur application à grande échelle plus que les inventions elles-mêmes, qui a permis, à long terme, les mutations industrielles de l'économie du Royaume-Uni.

Ainsi, le processus d'industrialisation apparaît sous un jour nouveau, de même que les origines de la

croissance économique britannique et la constitution d'une économie-monde autour de la puissance du Royaume-Uni. L'historiographie actuelle insiste, en effet, sur la variété des facteurs à l'origine de la puissance du Royaume-Uni et de leur économie-monde. Sont ainsi soulignés le rôle de la *Royal Navy* comme instrument de contrôle des mers du monde et celui de la marine marchande comme vecteur commercial, qui profitent en outre de la diffusion des progrès techniques appliqués à la navigation maritime¹⁸. La puissance navale permet ainsi à la Grande-Bretagne d'accéder au rang de première puissance commerciale mondiale en évinçant ses concurrents du commerce asiatique et américain, mais aussi levantin où les intérêts français restaient très présents. Cette hégémonie commerciale est demeurée un des fondements essentiels de l'économie-monde britannique jusqu'à l'effacement de cette dernière durant l'entre-deux-guerres. Le Royaume-Uni a ainsi pu s'emparer de marchés fructueux et rentables, également grâce à l'augmentation précoce de la productivité dans les secteurs manufacturés en développement, certains auteurs soulignant le rôle de la « révolution industrielle » entamée bien avant la fin du XVIII^e siècle et qui a précédé le

processus d'industrialisation proprement dit¹⁹. L'essor du commerce britannique au début du XIX^e siècle serait, en effet, redevable à l'augmentation du temps de travail des ménages ainsi rendus capables de produire des biens à vendre sur les marchés et, en retour, d'en consommer d'autres, alimentant de cette manière la croissance des exportations et des importations.

Les travaux d'historiens comme Patrick Verley, Kenneth Pomeranz ou Robert Allen ont mis en exergue le rôle du commerce dans l'envolée économique britannique après 1830 au rebours de l'idée, longtemps défendue, d'une révolution agricole qui aurait libéré de la main-d'œuvre et favorisé une accumulation de capital disponible pour le développement industriel²⁰. Il a été montré que les innovations agronomiques datent en fait du XVII^e siècle et que leur diffusion au cours du XVIII^e siècle ne peut expliquer à elle seule la croissance démographique britannique ni la mise à disposition de main-d'œuvre pour le développement de nouveaux secteurs industriels²¹, dans la mesure où la Grande-Bretagne a eu recours aux importations en provenance de son Empire et des États-Unis pour compenser les limites écologiques de sa production agricole et

s'affranchir des contraintes malthusiennes²².

Outre le commerce transocéanique, un autre grand facteur cumulatif de cet essor économique et de la mise en place d'une économie-monde britannique fut, selon l'historien Anthony Wrigley, le processus de transformation d'un modèle énergétique organique, c'est-à-dire fondé sur des sources d'énergie végétales et animales, en un modèle « minéral » basé sur le charbon²³. L'utilisation de ce dernier comme combustible permettait d'atténuer la pression écologique liée à l'exploitation du bois. Ce fut cependant la diffusion de la machine à vapeur alimentée au charbon qui permit l'essor des moyens de transport modernes, en l'occurrence le chemin de fer et les navires à vapeur. Selon Pomeranz, c'est la généralisation progressive du couple charbon – machine à vapeur qui explique la « grande divergence », à savoir l'avancée britannique à partir du second quart du XIX^e siècle par rapport aux régions de richesse jusque-là comparable en Europe et en Asie²⁴. Commerce, diffusion des innovations techniques plus lente qu'on ne l'a longtemps cru, nouveau régime énergétique, augmentation précoce de la productivité, puissance navale constituent

donc les facteurs à l'origine de la constitution d'une économie-monde britannique, auxquels s'ajoutent l'empire mercantiliste et l'empire informel dont les ressources permettent à la Grande-Bretagne de supporter sa croissance démographique. Il convient de prendre également en compte le modèle identitaire édifié au cours du XIXe siècle autour des valeurs de la « civilisation britannique » et de l'économie politique en développement, tant il contribua à soutenir, avec la puissance financière, l'économie-monde du Royaume-Uni.

D'après le modèle d'Anthony Hopkins, le développement de l'économie-monde britannique et son apogée s'inscrivent dans le contexte du passage de la proto-mondialisation à une mondialisation « moderne ». La proto-mondialisation s'est articulée avec le maintien et le développement d'un Empire colonial mercantiliste exploité par les compagnies à charte, tandis que l'Etat continuait de pratiquer une fiscalité élevée pour financer un important budget militaire. Ce système a paradoxalement permis l'industrialisation et le machinisme, car la pression fiscale rendait le coût du travail plus élevé²⁵. Dans le même temps, comme l'a montré Linda Colley²⁶, cette

forme d'Etat britannique a su développer un modèle d'identité nationale à la faveur des confrontations avec la France, autour des valeurs protestantes et masculines, de la souveraineté du parlement et de la tolérance religieuse. Cette combinaison d'un Empire mercantiliste, d'un Etat fiscal et militaire et d'une identité britannique a évolué vers un modèle britannique intégrant de nouvelles formes d'administration impériale congédiant le système mercantiliste des compagnies à charte, l'émergence d'un Etat libéral et d'un ensemble de valeurs économiques et politiques, dont le libre-échange forme le pivot. Ces évolutions ont constitué le point d'appui d'une mondialisation britannique moderne, support de l'économie-monde de la Grande-Bretagne.

Engagée à la mi-temps du siècle, la transition vers un Etat libéral fut la réponse aux dénonciations de la corruption étatique, de la dette publique et de la fiscalité élevée. Les réformes libérales de réduction de la dette et des dépenses publiques sous Gladstone donnèrent naissance à ce que Daunton qualifie de « constitution fiscale », partie intégrante d'un modèle britannique articulé autour d'une économie politique d'orientation libérale et du libre-échange qui met fin au mercantilisme et au

protectionnisme entre la GB et les territoires sous sa juridiction²⁷. Dans ce modèle idéologique²⁸, qui inspire la politique britannique durant près d'un siècle, la mise en œuvre unilatérale du libre-échange est destinée à assurer la libre-concurrence de manière à favoriser la consommation, notamment en milieu ouvrier, par la suppression du surcoût des produits imputable aux droits de douane. Durant la seconde moitié du XIX^e siècle, le libre-échange est aussi conçu comme le moyen d'enrayer le déclin du Royaume-Uni face à la concurrence croissante des pays d'Europe occidentale et des Etats-Unis. Cette orientation explique aussi l'évolution vers l'autonomie de certaines colonies, contrebalancée par la mise en place d'une administration étatique à la suite des révoltes en Inde et en Jamaïque²⁹.

Cette dernière évolution est au cœur d'un débat assez récurrent dans l'historiographie britannique sur la nature même de l'impérialisme et des modalités d'expression de la puissance de la Grande-Bretagne. Le débat recouvre plusieurs questions : le contenu idéologique de l'impérialisme britannique, l'attitude de la société face à l'expansion impériale, les liens entre celle-ci et le capitalisme, les rapports entre empire et zones

d'influence britanniques³⁰, à rapprocher de la question des limites de l'économie-monde britannique. Depuis la fin du XIX^e siècle, l'historiographie britannique a été marquée par le divorce entre histoire nationale et histoire impériale. A la suite de John Hobson (1858-1940), s'est développé un courant assimilant l'impérialisme à une recherche de nouveaux marchés répondant aux intérêts économiques et financiers des classes dominantes³¹. De son côté, l'histoire coloniale, institutionnalisée durant l'entre-deux-guerres, récuse toute approche transnationale pour s'intéresser à la conquête et aux institutions coloniales. Les deux courants sont cependant d'accord pour souligner le poids de « l'impérialisme du libre-échange » reposant sur l'ouverture commerciale suscitée par la Grande-Bretagne dans ce que Robinson et Gallagher nomment, dans un article fondateur de 1953, empire « formel » et empire « informel »³². Ces derniers considèrent qu'il est impossible de séparer les deux types d'Empire, dans la mesure où les Britanniques ont combiné, de manière empirique, les deux types de domination en fonction de leurs intérêts et des circonstances du moment. Ils rejettent donc l'idée, jusque-là dominante, que l'impérialisme du libre-

échange aurait cédé la place à l'impérialisme formel au moment de la course aux colonies africaines durant les années 1880. Ce faisant, ils soulignent aussi le rôle prépondérant, selon eux, des périphéries du monde britannique dans l'expansion économique.

Les débats sur la nature de l'impérialisme britannique ont repris dans les années 1990 et ont permis de mettre en lumière les évolutions divergentes des pays soumis aux investissements en provenance de la Grande-Bretagne. L'ouvrage de Peter Cain et Anthony Hopkins³³ emploie la notion de « capitalisme de gentilhomme »³⁴ pour définir la mainmise des banquiers et des assureurs de la *City* ainsi que des élites aristocratiques sur les investissements dans l'Empire et à l'étranger dans le dernier tiers du XIX^e siècle. L'impérialisme serait ainsi le prolongement de la domination de l'aristocratie et des financiers sur la société britannique, appuyés sur leur prestige et leur capital social, sur leur *habitus* sociologique. Selon les deux auteurs, il résulterait donc davantage des intérêts des groupes liés aux exportations de capitaux que de ceux des industries exportatrices. Les deux historiens ont, ce faisant, revalorisé le rôle de la Grande-Bretagne en tant que pôle

dominant et centre d'impulsion dans l'économie-monde britannique, à l'opposé des thèses de Gallagher et Robinson sur ce point.

Les affirmations de Cain et Hopkins ne font cependant pas l'unanimité, de même que la notion de « *gentlemanly capitalism* ». Martin Daunton a ainsi montré que les intérêts du groupe des financiers et des assureurs n'étaient pas toujours convergents et que les intérêts des aristocrates, des financiers et des industriels du Nord de l'Angleterre étaient loin d'être constamment opposés³⁵. De même, l'idée d'une domination systématique du monde de la finance adossé aux propriétaires fonciers et aux sphères politiques est à nuancer. Surtout, l'impérialisme britannique est loin d'être univoque, dans la mesure où il ne signifie pas la mise sous tutelle et l'exploitation systématiques des pays mis en réseau avec la Grande-Bretagne dans le cadre de l'économie-monde britannique. En effet, les colonies de peuplement blanches devenues des dominions sont parvenues à atteindre un haut niveau de développement, au point d'être parfois en mesure de concurrencer les intérêts économiques britanniques. On ne peut pas dire que, dans ces cas-là, les investissements britanniques, dans les

infrastructures en particulier, aient entraîné une exploitation des dominions par le pôle dominant. De même, les IDE à destination des pays de l'empire « informel » ont contribué à leur insertion dans la mondialisation par leur rôle dans le développement des infrastructures et de l'économie. Ils ont également favorisé le désendettement de ces pays. De toute manière, les pays indépendants sur le plan politique ont gardé la possibilité de mettre en concurrence les investissements britanniques et ceux provenant d'autres pays.

Dans les pays à faible niveau de développement, les freins au développement sont évidemment plus forts, notamment dans les pays d'Afrique où les Britanniques pratiquent l'économie de traite. Dans des pays d'Amérique latine, d'Afrique ou en Chine, l'essor d'un secteur économique à capitaux britanniques et étrangers ne profite pas ou guère à l'économie locale ni à leur intégration dans la mondialisation. Quant aux infrastructures de transport mises en place en vue du développement des cultures ou des productions minières destinées à l'exportation, elles demeurent acquises au pays, même si elles ont contribué à sa dépendance étroite par rapport aux intérêts étrangers,

britanniques en particulier – dans un contexte colonial ou non³⁶.

Quoi qu'il en soit, l'économie-monde britannique apparaît multipolaire dans le dernier tiers du XIX^e et le début du XX^e siècle. Cela permet aux historiens de souligner la « perte de centralité » de la Grande-Bretagne dans la mondialisation « externe », définie comme mise en réseau des économies étrangères et processus d'unification des marchés mondiaux. Le Royaume-Uni est confronté durant la seconde moitié et surtout le dernier tiers du XIX^e siècle au rattrapage industriel des pays ouest-européens et des Etats-Unis. Il en découle une réorientation des exportations britanniques en direction de l'Empire qui, à partir de 1880, absorbe une part croissante des exportations de produits manufacturés britanniques au détriment des pays étrangers et notamment des pays industrialisés désormais moins dépendants de l'industrie britannique. De même, à l'intérieur de l'Empire, les dominions importent de moins en moins de produits industriels britanniques comparativement aux colonies (notamment l'Inde). Des foyers jusque-là périphériques à l'échelle de l'économie-monde britannique deviennent de nouveaux pôles dominants³⁷.

C'est dans ce contexte que se comprennent les discours sur le déclin industriel britannique et les remises en cause du libre-échange au début du XX^e siècle³⁸. Il s'avère que la Grande-Bretagne demeure la seule puissance à continuer à pratiquer ce dernier durant la Grande Dépression, alors que les autres pays industriels y ont renoncé, ainsi que les dominions. Ce décalage survient au moment où, en dépit de la vague protectionniste (il est vrai modéré par comparaison avec celle des années 1930), la croissance des échanges internationaux se poursuit en grande partie grâce au Royaume-Uni qui demeure la première puissance financière et commerciale mondiale, faute de rester la première puissance industrielle. La Grande-Bretagne voit la nature de sa puissance évoluer et doit céder le pas aux Etats-Unis en tant que puissance industrielle, dans la mesure où ces derniers sont à la pointe de la seconde industrialisation et développent le modèle fordiste basé sur la consommation de masse que les Britanniques peinent à adopter³⁹. Ainsi se dessine l'effacement progressif de la puissance et de l'économie-monde britanniques durant l'entre-deux-guerre en dépit du maintien de la puissance commerciale et financière de la Grande-

Bretagne et du refus des Etats-Unis d'assumer les responsabilités mondiales inhérentes à leur puissance nouvelle.

L'exemple de l'économie-monde britannique permet donc d'appréhender quelques-unes des relations entretenues entre mondialisation et puissance(s). Il offre la possibilité d'entrevoir comment la puissance favorise la constitution d'une économie-monde et comment, en retour, celle-ci fait évoluer la puissance du pôle dominant qui lui a donné naissance. Puissance et économie-monde forment un couple en interaction qui évolue en fonction d'une multitude de facteurs – économiques, financiers, commerciaux, politiques, culturels, voire écologiques – parmi lesquels les relations commerciales et les flux financiers jouent un rôle majeur mais non exclusif. Dans le cas britannique, les facteurs techniques, l'attitude de la société face aux innovations, celle de certains groupes sociaux détenteurs du capital, l'avènement de l'Etat libéral et du libre-échange ont favorisé le double processus de l'internationalisation économique de la Grande-Bretagne elle-même (ou, si on préfère, l'ouverture internationale de son économie) et de l'unification progressive des marchés mondiaux. Cette dualité a fonctionné en

parallèle de la constitution d'un Empire colonial (et en interaction avec elle), s'est amplifiée malgré l'abandon du libre-échange par les partenaires commerciaux de la Grande-Bretagne à partir des années 1880, pour donner naissance à une économie-monde de plus en plus polycentrique à l'intérieur de laquelle les périphéries du monde britannique se sont trouvées en mesure de concurrencer le Royaume-Uni avec une efficacité croissante. A compter de la Première Guerre mondiale, cette économie-monde doit progressivement céder le pas face à l'émergence de la puissance économique étatsunienne fondée sur le modèle fordiste.

P. S.

¹ F. BRAUDEL, *La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II*, Paris, A. Colin, 1949 pour la première édition. La notion est reprise et systématisée dans *Civilisation, économie et capitalisme*, t. 3, *Le temps du monde*, Paris, A. Colin, 1979. Pour une présentation succincte, voir *La dynamique du capitalisme*, Paris, Flammarion, 1985.

² I. WALLERSTEIN, *Le système monde du XV^e siècle à nos jours*, t. 1, *Capitalisme et économie-monde 1450-1560*, Paris, Flammarion, 1980, et t. 2, *Le mercantilisme et la consolidation de l'économie-monde européenne, 1600-1750*, *ibid.*, 1984. Pour une synthèse appliquée à la période contemporaine, *Id.*, *Comprendre le monde. Introduction à l'analyse des systèmes-monde*, Paris, La Découverte, 2009 (2004 pour l'édition originale).

³ Voir sur le site Eduscol la fiche concernant la question « Croissance et mondialisation » du programme d'Histoire de la classe de Première.

⁴ Voir sur le site Eduscol la fiche sur la question « Les chemins de la puissance », § sur « Les Etats-Unis et le monde depuis les « 14 points » du président Wilson jusqu'à nos jours ».

⁵ A telle enseigne que la fiche sur « Les chemins de la puissance » recommande de s'appuyer sur les acquis du

programme de première, en particulier sur le thème « Croissance économique, mondialisation et mutations des sociétés depuis le milieu du XIX^e siècle ».

⁶ *Ibid.*

⁷ Sur la *Britishness*, C. BRIDGE, K. FEDOROWICH (dir.), *The British World : Diaspora, Culture and Identity*, Londres, Frank Cass Publishers, 2003. Les auteurs ont tendance à réduire la *Britishness* au contexte forgé par les relations entre la Grande-Bretagne et les colonies de peuplement blanches.

⁸ Ainsi qu'on l'imagine, la bibliographie sur le monde britannique – notion apparue récemment dans l'historiographie – est foisonnante et ne se limite pas à la question de la mondialisation britannique ni aux aspects économiques. Pour une introduction claire à ces question, C. BERTHEZENE, P. PURSEIGLE, G. VAUGHAN, J. VINCENT, *Le monde britannique 1815-1931*, Paris, Belin, 2010. Voir en particulier le chapitre sur l'économie politique britannique qui a servi de base à plusieurs passages de cette contribution. Parmi les manuels parus dans le cadre de la question d'histoire contemporaine mise aux concours, voir aussi S. APRILE, M. RAPOPORT, dir., *Le monde britannique 1815-(1914)-1931*, Neuilly, Atlande, 2010.

⁹ C. A. BAYLY, *La naissance du monde moderne 1780-1914*, Paris, Ed. de l'Atelier, 2007 (2004 pour l'édition originale).

¹⁰ A. G. HOPKINS, *Globalization in World History*, New York, Norton, 2002. Dans une perspective qui ressortit au courant de la *World History*, Hopkins distingue ainsi entre la « proto-mondialisation », fruit de l'action des Etats à fiscalité élevée et des compagnies à charte de l'époque moderne (étendue du début du XVI^e jusqu'au début du XIX^e siècle), et la « mondialisation moderne » fondée sur la diffusion par l'Etat d'un modèle assurant l'unité de la métropole en direction de territoires couvrant de vastes régions du monde et ainsi mis en relation.

¹¹ L'historiographie récente renonce à parler de révolution industrielle pour souligner le caractère relativement lent et discontinu du processus, à l'intérieur duquel coexistent diverses formes d'industries et de travailleurs (proto-industrie, industrie moderne, travail à façon, travail industriel en usines, etc.) et où l'industrie de masse et le machinisme mettent du temps à s'imposer.

¹² Dans *The Stage of Economic Growth. A Non-Communist Manifesto*, Cambridge, Cambridge University Press, 1960, Rostow fait de la Grande-Bretagne le premier pays à témoigner d'un mécanisme universel de développement que différents indicateurs permettent de mesurer.

¹³ Voir, en particulier, F. CROUZET, *De la supériorité de l'Angleterre sur la France. L'économie et l'imaginaire XVII^e – XX^e siècle*, Paris, Perrin, 1985.

¹⁴ Dans ses *Principes de l'économie politique et de l'impôt*, publiés en 1817, David Ricardo répond à Malthus en expliquant que la croissance démographique entraîne l'extension de la surface agricole utilisée par la mise en culture de nouvelles terres. Comme ces dernières sont en général moins fertiles, la part de capital consacrée à leur exploitation est plus importante

pour des rendements plus faibles, d'où un risque d'état stationnaire de la croissance économique qu'il convient d'éviter par l'instauration du libre-échange et la promotion d'une division internationale du travail par la recherche d'avantages comparatifs entre des territoires au climat différent.

¹⁵ N. F. R. CRAFTS, C. K. HARLEY, « Output Growth and the British Industrial Revolution : A Restatement of the Crafts-Harley View », *Economic History Review*, vol. 45, n° 4, 1992, p. 703-730.

¹⁶ G. R. HAWKE, *Railways and Economic Growth in England and Wales, 1840-1870*, Oxford, Clarendon Press, 1970 et P. VERLEY, *La Révolution industrielle*, Paris, Gallimard, 1997.

¹⁷ Sur les résistances à l'introduction des machines, en particulier le mouvement des « briseurs de machines » ou luddisme, voir F. JARRIGE, *Face au monstre mécanique. Une histoire des résistances à la technique*, Paris, IMHO, coll. « Radicaux libres », 2009, et V. BOURDEAU, F. JARRIGE, J. VINCENT, *Les luddites : bris de machines, économie politique et histoire*, Alfortville, 2006.

¹⁸ Voir, par exemple, les pages consacrées à ces sujets par J. WEBER, *Le siècle d'Albion. L'Empire britannique au XIX^e siècle, 1815-1914*, Paris, Les Indes savantes, 2011.

¹⁹ J. de VRIES, *The Industrious Revolution. Consumer Behaviour and the Household Economy, 1650 to the Present*, Cambridge, Cambridge University Press, 2008.

²⁰ R. C. ALLEN, *The British Industrial Revolution in Global Perspective*, Cambridge, Cambridge University Press, 2009 ; K. POMERANZ, *The Great Divergence. China, Europe, and the Making of the World Economy*, Princeton, Princeton University Press, 2000, trad. Française, *Une grande divergence. La Chine, l'Europe et la construction de l'économie mondiale*, Paris, Albin Michel, Maison des Sciences de l'Homme, 2010 ; P. VERLEY, *L'échelle du monde. Essai sur l'industrialisation de l'Occident*, Paris, Gallimard, 1997.

²¹ R. C. ALLEN, *Enclosure and the Yeoman: The Agricultural Development of the South Midlands, 1450-1850*, Oxford, Oxford University Press, montre que les innovations agricoles remontent au XVII^e siècle et que les grands domaines recherchaient avant tout à augmenter les revenus de leurs propriétaires ou des grands fermiers. De son côté, M. OVERTON, *Agricultural Revolution in England: The Transformation of the Agrarian Economy, 1500-1850*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996, a montré que les innovations se diffusent au cours du XVIII^e siècle.

²² Voir K. POMERANZ, *Une grande divergence... ; Id.*, « La force de l'Empire. Révolution industrielle et écologie ou pourquoi l'Angleterre a fait mieux que la Chine », Alfortville, è^{re}, coll. « chercheurs d'ère », 2009.

²³ E. A. WRIGLEY, *Continuity, Chance and Change: The Character of the Industrial Revolution in England*, Cambridge, Cambridge University Press, 1988.

²⁴ K. POMERANZ, *Une grande divergence...*

²⁵ D. BELL, dir., *Victorian Visions of Global Order. Empire and International Relations in Nineteenth-Century Political Thought*, Cambridge, Cambridge University Press, 2007.

²⁶ L. COLLEY, *Britons. Forging the Nation 1707-1837*, Yale, Yale University Press, 1992.

²⁷ M. DAUNTON, *Trusting Leviathan. The Politics of Taxation in Britain 1799-1914*, Cambridge, Cambridge University Press, 2001.

²⁸ Fondé en grande partie sur les idées de Richard Cobden. Voir A. HOWE, *Free Trade and Liberal England 1846-1946*, Oxford, Clarendon Press, 1997. L'instauration du libre-échange entre la Grande-Bretagne et ses colonies découle de l'abrogation des lois sur le blé (1846) et sur la navigation (1849).

²⁹ En Inde, la révolte des Cipayes (1857) débouche sur la suppression de l'*East India Company* qui administrait jusque-là la colonie et sur la mise en place d'une administration contrôlée sur place par le vice-roi et depuis Londres par l'*India Office*. En Jamaïque, la révolte des ouvriers noirs de Morant Bay en 1865 entraîne la disparition de l'assemblée coloniale jamaïcaine fermée aux Noirs et son remplacement par un contrôle exercé depuis Londres par le *Colonial Office*.

³⁰ Sur ces questions, voir S. APRILE, M. RAPOPORT, *Le monde britannique...*, p. 185 sq.

³¹ J.A. HOBSON, *Imperialism. A Study*, Londres, 1902. Selon Hobson, l'impérialisme résulterait des intérêts des financiers, des industriels regroupés à Londres, dans le SE de l'Angleterre et liés à la classe politique. L'expansion impériale – à la fois dans l'Empire colonial et dans les zones d'influence britanniques – viserait à compenser l'insuffisance du marché intérieur britannique. Dans *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme* (1917), Lénine suit un raisonnement analogue, de même que Rosa Luxemburg, selon qui l'expansion coloniale se produit en période de baisse tendancielle des profits.

³² J. GALLAGHER, R. ROBINSON, « The imperialism of free trade », *Economic History Review*, vol. 6, n° 1, 1953, p. 1-15. L'empire "formel" désigne les colonies britanniques ou les dominions.

³³ P. J. CAIN, A. G. HOPKINS, *British Imperialism. Innovation and Expansion 1688-1914*, Londres, Longman, 1993. *Id.*, *British Imperialism. Crisis and Deconstruction, 1914-1990*, Cambridge, Cambridge University Press, 1994.

³⁴ Ou « *gentlemanly capitalism* ».

³⁵ M. DAUNTON, « Gentlemanly capitalism and British industry 1820-1914 », *Past and Present*, n° 122, 1989, p. 119-158.

³⁶ Pour tout ce passage, voir S. APRILE, M. RAPOPORT dir., *Le monde britannique...*, p. 188 sq.

³⁷ C. BERTHEZENE, P. PURSEIGLE, G. VAUGHAN, J. VINCENT, *Le monde britannique...*, p. 96-97, à partir de P. J. CAIN, A. G. HOPKINS, *British Imperialism. Innovation...*, chap. 5.

³⁸ La critique du libre-échange est, en particulier, illustrée par Joseph Chamberlain créateur d'une *Tarif Reform League*. *Ibid.*, p. 98 sq.

³⁹ *Ibid.*, p. 101.